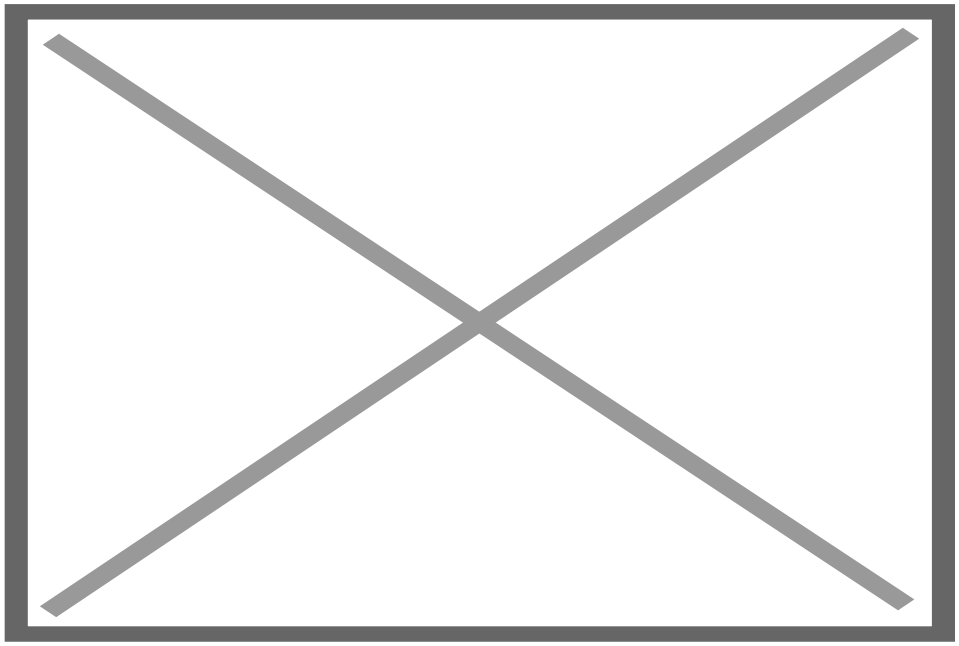
Les origines coloniales de la crise constitutionnelle dâ??IsraÃ«l

Description

Le gouvernement sâ??attaque au systÃ¨me judiciaire pour les mÃªmes raisons que le faisaient les fondateurs de lâ??Ã©tat : protÃ©ger leur pouvoir afin de privilÃ©gier les Juifs aux Palestiniens.

Par Yousef Munayyer 24 fÃ©vrier 2023



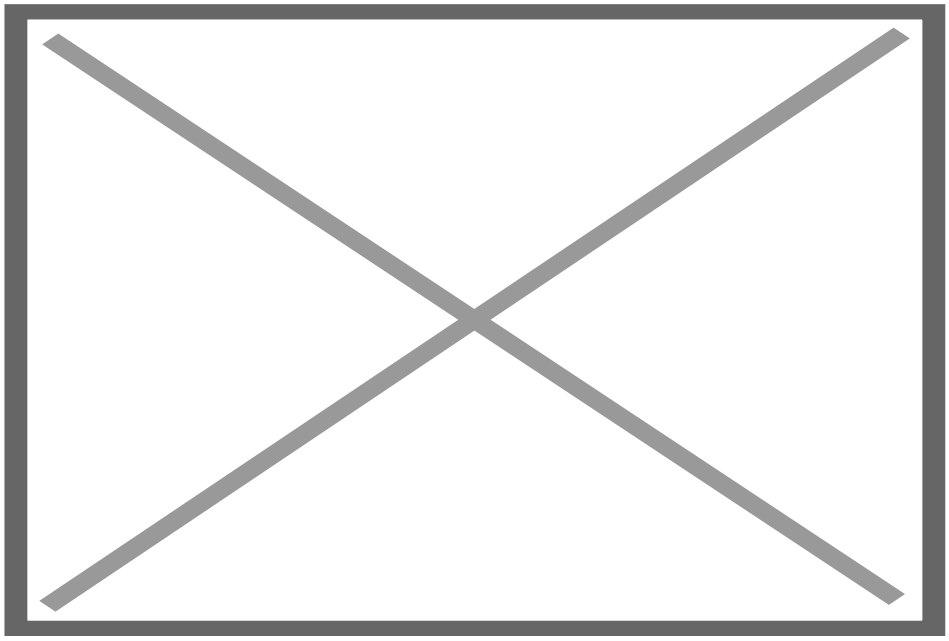
Des centaines dâ??IsraÃ©lien.nes manifestent Ã Tel-Aviv contre le nouveau gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahou,11 fÃ©vrier 2023. (Gili Yaari/Flash90)

Ces derniÃ¨res semaines des dizaines de milliers dâ??IsraÃ©lien.nes ont envahi les rues des principales villes dâ??IsraÃ«l pour protester contre les importantes rÃ©formes judiciaires que le nouveau gouvernement israÃ©lien dâ??extrÃªme droite, Ã©lu en fin dâ??annÃ©e derniÃ¨re, espÃ¨re faire passer Ã la Knesset avec une courte majoritÃ©. Ces Ã©vÃ¨nements sont vus comme une crise constitutionnelle majeure. Ils font mÃªme parler dâ??une â??guerre civileâ?• israÃ©lienne et font intervenir les observateurs Ã©trangers inquiets. Pourtant cette crise nâ??a pas pour objet de dÃ©vier de lâ??essence mÃªme du systÃ¨me politique israÃ©lien, mais plutÃ´t de le faire perdurer. Afin de comprendre pourquoi, il est nÃ©cessaire dâ??Ã©tudier les origines de la crise constitutionnelle israÃ©lienne, qui Ã©tait, et continue dâ??Ãªtre modelÃ©e par le dÃ©sir de lâ??Ã?tat de donner la prioritÃ© au colonialisme de peuplement plutÃ´t quâ??Ã une gouvernance libÃ©rale.

Un pays sans constitution

La sÃ©paration des pouvoirs en diffÃ©rentes branches dâ??un gouvernement, comme la Knesset (parlement israÃ©lien) et le systÃ¨me judiciaire, est dans dâ??autres contextes une question rÃ©glÃ©e par la Loi suprÃªme du pays, comme une constitution par exemple. IsraÃ«l, cependant, nâ??a pas de constitution. Ceci crÃ©e un terreau fertile pour que les diffÃ©rentes branches du gouvernement remodÃ¨lent lâ??Ã©tendue de leurs pouvoirs Ã lâ??intÃ©rieur du systÃ¨me. Cela a Ã©tÃ© le cas avec la Court SuprÃªme israÃ©lienne dans les annÃ©es 1990, qui a pris des mesures pour Ã©tablir une hiÃ©rarchie entre les lois, Ã©tendre les contrÃ´les judiciaires et dÃ©terminer les critÃ¨res de violation des droits par le gouvernement. Cet Ã©vÃ¨nement dans les annÃ©es 1990 a la rÃ©putation dâ??Ãªtre la rÃ©volution constitutionnelle dâ??IsraÃ«l. Aujourdâ??hui le nouveau gouvernement dâ??extrÃªme droite a pour objectif de lutter contre ces changements et de limiter les pouvoir de la Court SuprÃªme en donnant lâ??autoritÃ© suprÃªme Ã la Knesset. Au centre de la crise actuelle se trouve une rÃ©forme judiciaire qui permettrait Ã la Knesset dâ??outrepasser un jugement de la court par un vote Ã majoritÃ© simple. Lâ??absence de constitution signifie que la seule chose qui dÃ©terminera le rÃ©sultat de cette bataille est le pouvoir politique.

Mais pourquoi lâ??Ã©tat dâ??IsraÃ«l nâ??a-t-il pas de constitution? La rÃ©ponse Ã cette question est longue, mais la version courte repose sur un Ã©lÃ©ment, ou plutÃ´t une personne : David Ben Gourion, le tout premier Premier ministre israÃ©lien. Il a aussi Ã©tÃ© celui qui est restÃ© le plus longtemps en poste avant que Benjamin Netanyahou ne batte son record ces derniÃ¨res annÃ©es. Ben Gourion a jouÃ© un rÃ´le crucial dans la crÃ©ation dâ??IsraÃ«l dans ces premiÃ¨res annÃ©es. Lorsque IsraÃ«l a dÃ©clarÃ© son indÃ©pendance en Mai 1948, il le fit dans le contexte de la Nakba et alors quâ??une crise internationale dÃ©bouchait sur lâ??Ã©chec de la communautÃ© internationale Ã gÃ©rer la question de la Palestine. Des dizaines de milliers de rÃ©fugiÃ©s palestiniens ont Ã©tÃ© arrachÃ©s Ã leurs foyers et cherchÃ¨rent refuge dans les Ã©tats voisins alors que la guerre finissait en 1949. Mais la DÃ©claration dâ??IndÃ©pendance dâ??IsraÃ«l (un document auquel se rÃ©fÃ¨rent de nombreux libÃ©raux israÃ©liens pour mettre en avant la philosophie libÃ©rale de leur Ã©tat) assure quâ??IsraÃ«l adoptera une constitution en Octobre 1948. Trois quart de siÃ¨cle plus tard, cela nâ??est pas toujours pas fait.



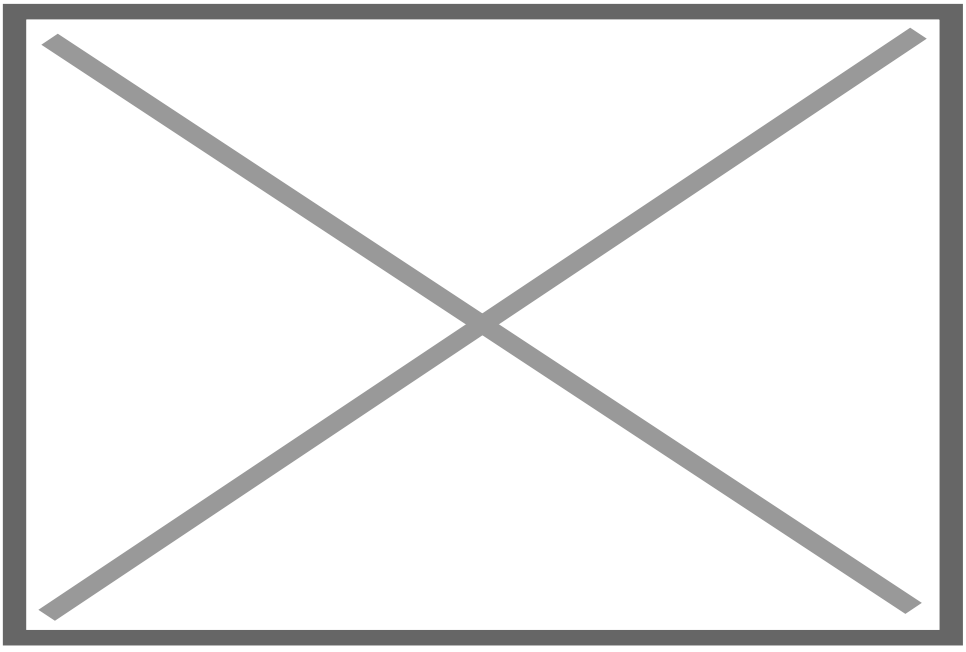
David Ben Gourion, qui allait devenir le premier Premier ministre dâ??IsraÃ«l, lit la DÃ©claration dâ??IndÃ©pendance le 14 Mai 1948 au MusÃ©e de Tel Aviv, lors de la cÃ©rÃ©monie de crÃ©ation de lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l. (Zoltan Kluger/GPO)

Il est important de souligner les relations alors prÃ©caires de lâ??Ã©tat nouvellement crÃ©Ã© avec la communautÃ© internationale. La lÃ©gitimitÃ© internationale de lâ??idÃ©e dâ??un Ã©tat juif en Palestine repose sur une large acceptation de la RÃ©solution 181 des Nations Unies, le plan de partage de 1947 qui requiert la partition de la Palestine en deux Ã©tats juifs et arabes distincts, unis Ã©conomiquement. Les problÃ¨mes Ã©manant du plan de 1947 sont divers, nombres dâ??entre eux poussent les Ã?tats-Unis Ã retirer leur soutien Ã la rÃ©solution en Mars 1948. Un Ã©lÃ©ment essentiel du plan, cependant, Ã©tait quâ??il exigeait des deux nouveaux Ã©tats quâ??ils adoptent une constitution â??qui garantisse Ã toute personne des droits civiques, politiques, Ã©conomiques et religieux Ã©gaux et la jouissance des droits humains et des libertÃ©s fondamentales, dont les libertÃ©s de religion, de langue, de parole et de publication, dâ??Ã©ducation, de rÃ©union et dâ??association.â?• Parmi les premiers objectifs dâ??IsraÃ«l afin dâ??obtenir une lÃ©gitimitÃ© aprÃ¨s avoir dÃ©clarÃ© son indÃ©pendance Ã©tait dâ??Ãªtre acceptÃ© aux Nations Unies comme Ã©tat membre. Son engagement Ã adopter une constitution, comme lâ??exige la RÃ©solution 181, Ã©tait inclue dans la dÃ©claration Ã cette fin.

Mais mÃªme si lâ??Ã©tat dâ??IsraÃ«l sâ??est Ã©tablit par la conquÃªte dâ??un territoire pendant la guerre, le processus dâ??adoption dâ??une constitution fut timide (et personne ne joua un plus grand rÃ´le dans cette inertie que David Ben Gourion, qui rejeta les propositions du comitÃ© de rÃ©daction de la constitution et finit par lancer une campagne au dÃ©but 1949 contre le fait mÃªme dâ??avoir une constitution en IsraÃ«l). Pour Ben Gourion, qui gÃ©rait un payss alors dans ses balbutiements et qui faisait face Ã des dÃ©fis majeurs, lâ??idÃ©e dâ??une Loi suprÃªme qui limite le pouvoir de lâ??Ã©tat Ã©tait la derniÃ¨re chose dont IsraÃ«l avait besoin. Lâ??une des questions clÃ©s auxquelles le nouvel Ã©tat devait faire face Ã©tait celle de la citoyennetÃ©. Pendant cette pÃ©riode, IsraÃ«l Ã©tait investi dans un remaniement dÃ©mographique du pays. Dâ??une part en dÃ©peuplant les villes et villages

palestiniens et en empÃªchant le retour des rÃ©fugiÃ©s, et dâ??autre part en facilitant lâ??afflux massif dâ??immigrants juifs venant de lâ??extÃ©rieur de la Palestine. Comment un Ã©tat pourrait dÃ©finir un concept de citoyennetÃ© qui suive les principes dâ??Ã©galitÃ© et de non-discrimination stipulÃ©s dans la rÃ©solution de lâ??ONU tout en privilÃ©giant les Juifs venant de lâ??Ã©tranger et en niant le droit au retour des Palestiniens en exil ?

Ce casse-tÃªte fondamental mena Ben Gourion Ã rejeter les 18 Ã©bauches dâ??une premiÃ¨re loi sur la citoyennetÃ©, et ses frustrations causÃ©es par les principes lÃ©gaux, tels que lâ??Ã©galitÃ©, imposÃ©s par la communautÃ© internationale le poussÃ¨rent Ã plaider contre une constitution. Dans un important dicours Ã la Knesset en 1949, Ben Gourion prÃ©senta ses arguments contre une constitution, le contrÃ´le judiciaire ainsi que la hiÃ©rarchisation des lois. Au contraire, il expliqua que lâ??Ã©tat devait avoir le maximum de flexibilitÃ© pour faire face aux enjeux du moment, et que lâ??actuelle gÃ©nÃ©ration de lÃ©gislateurs nâ??avait pas le droit dâ??entraver les futurs lÃ©gislateurs qui pourraient faire face Ã des problÃ¨mes diffÃ©rents. Si IsraÃ«l devait Ãªtre entraÃ®nÃ© dans un dÃ©bat sur la constitution, argumentait alors Ben Gourion, cela â??nuirait aux besoins essentiels de lâ??Ã©tat : prÃ©parer lâ??Alyah [lâ??immigration juive], la colonisation, lâ??amÃ©lioration des conditions de vie.â?• Il ajouta ensuite : â??Ã mon avis, ce sont les sujets les plus urgents pour la Knesset et pour lâ??Ã©tat. Se pencher sur une constitution nous mettrait complÃ¨tement sur une autre voie.â?•



De nouveaux immigrants arrivent en IsraÃ«l dâ??AmÃ©rique du Nord sur un vol â??spÃ©cial Alyahâ?• avec lâ??organisation Nefesh Bâ??Nefesh, aÃ©roport Ben Gourion, 15 AoÃ»t 2018. (Yehuda Haim/Flash90)

En dÃ©finitive, le casse-tÃªte auquel faisait face IsraÃ«l les premiÃ¨res annÃ©es de son existence, qui est nÃ© de la contradiction inhÃ©rente Ã lâ??idÃ©e dâ??une dÃ©mocratie juive en Palestine, a Ã©tÃ© â??rÃ©soluâ?• par un compromis connu sous le nom de la proposition Harari. Le compromis, du nom de Yizhar Harari, membre de la Knesset qui le proposa, fit consensus autour de lâ??idÃ©e de

passer des lois fondamentales au compte-goutte plutÃ´t que de rÃ©diger une constitution entiÃ¨re. Ceci donnerait Ã lâ??Ã©tat la flexibilitÃ© dont il a besoin pour mettre en place sa vision de colonialisme de peuplement sans avoir Ã gÃ©rer les contraintes dâ??une Loi suprÃªme. Et avec le temps, explique la rÃ©solution Harari, les lois fondamentales passÃ©es par la Knesset pourraient former une constitution. Ceci nâ??a toujours pas eu lieu.

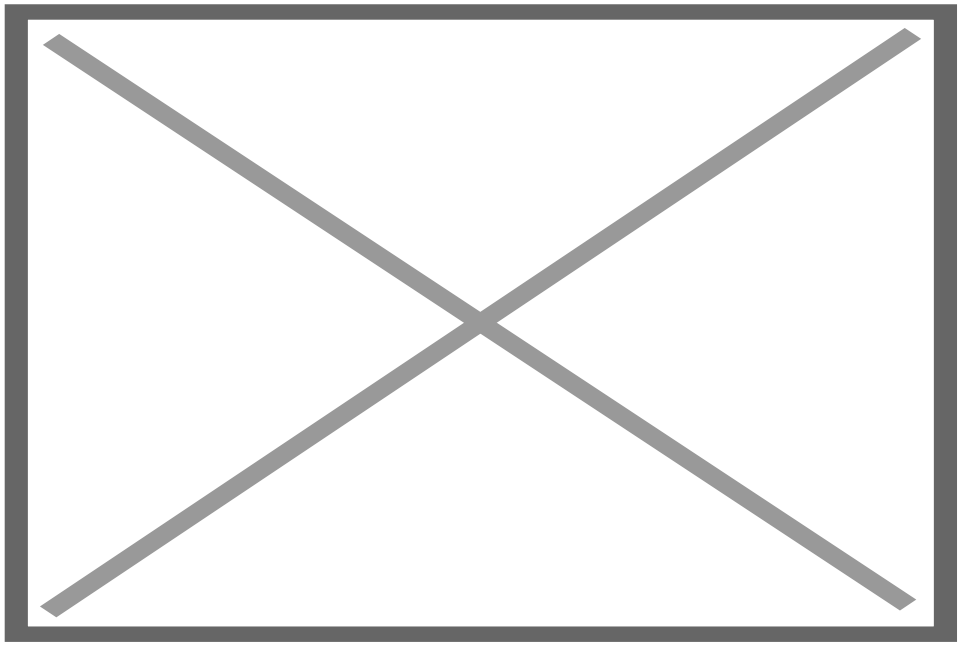
Ben Gourion expliquait en 1949 que les lois devaient pouvoir Ãªtre votÃ©es avec une majoritÃ© simple et que le systÃ¨me judiciaire ne devrait pas Ãªtre en mesure de limiter le corps lÃ©gislatif Ã cet Ã©gard. Ses arguments sâ??accordent plutÃ´t bien avec ceux du gouvernement dâ??extrÃªme droite dâ??aujourdâ??hui qui veut mettre en place une rÃ©forme judiciaire, et qui insiste sur la fait quâ??il ne veut pas changer les origines dâ??IsraÃ«l, mais au contraire y rester fidÃ¨le.

Les exigences modernes du colonialisme de peuplement

Parmi les Ã©lÃ©ments en faveur de la â??rÃ©forme judiciaireâ?• dans le systÃ¨me politique israÃ©lien dâ??aujourdâ??hui, se trouvent les forces les plus Ã droites de lâ??Ã©chiquier politique israÃ©lien. Alors que les partis politiques tels que le Likud et certains de ses alliÃ©s nationalistes-religieux ne considÃ¨rent pas Ben Gourion comme leur ancÃªtre politique (leur lignÃ©e politique dÃ©coule du parti Herut, de Menachem Begin, alors rival de Ben Gourion). Ils donnent nÃ©anmoins des arguments similaires Ã ceux donnÃ© par le premier Premier ministre israÃ©lien. Et ils le font pour des raisons similaires.

Le programme du gouvernement actuel dÃ©bute avec une vision centrale qui a permis de former la coalition. Comme Netanyahou lâ??a dit dans un tweet en fin dâ??annÃ©e derniÃ¨re : â??Le peuple juif possÃ¨de un droit exclusif et incontestable Ã toutes les rÃ©gions de la Terre dâ??IsraÃ«l. Le gouvernement encouragera et dÃ©veloppera les colonies dans toutes les rÃ©gions de la Terre dâ??IsraÃ«l (en GalilÃ©e, dans le NÃ©guev, le Golan, la JudÃ©e et la Samarie.â?•

Les Premiers ministres les plus longtemps en poste, Netanyahou, et Ben Gourion, voyaient tous deux le systÃ¨me judiciaire, ainsi que les lois limitant les pouvoirs de lâ??Ã©tat, comme des obstacles majeurs Ã leur prioritÃ© absolue : le colonialisme de peuplement. Alors que le tweet de Netanyahou met en Ã©vidence que la portÃ©e du projet sâ??est Ã©tendue depuis lâ??Ã©poque de Ben Gourion, lâ??Ã©picentre du processus reste le mÃªme : sâ??assurer que la dÃ©mographie juive aie la plus grande prise possible sur la dÃ©mographie palestinienne, sans tenir compte des droits civiques et humains.



Des bulldozers, sous la protection des forces israÃ©liennes, mettent en Å?uvre un programme de plantation dâ??arbres du Fond National Juif (FNJ) sur les terres du village bÃ©douin de Saâ??we al-Atrash, dans le dÃ©sert du Naqab/NÃ©guev, 12 janvier 2022. (Oren Ziv)

Le gouvernement de Netanyahou, et tout particuliÃ¨rement les ministres extrÃ©mistes quâ??ils a mis en place, promeuvent lâ??annexion de la Cisjordanie Ã lâ??intÃ©rieur dâ??IsraÃ«l, lâ??accÃ©lÃ©ration des dÃ©molitions de maisons en Zone C, et dâ??avantage de mesures punitives barbares envers les Palestiniens engagÃ©s dans la lutte armÃ©e contre lâ??occupation, ainsi quâ??envers leurs familles. Plus largement, ils veulent aussi sâ??en prendre aux Palestiniens citoyens dâ??IsraÃ«l. Et câ??est Ã sujet que le systÃ¨me judiciaire israÃ©lien est un plus grand obstacle. Comme lâ??explique Hagai El-Ad, le directeur de lâ??organisation israÃ©lienne de droits humains Bâ??Tselem, le systÃ¨me judiciaire israÃ©lien approuve chaque jour un peu plus les caprices de lâ??Ã©tat dâ??IsraÃ«l en Cisjordanie, mais prÃ©sente cependant quelques rÃ©ticences (bien que maigres) quand il sâ??agit de lâ??autre cÃ´tÃ© de la Ligne Verte.

Alors que des dizaines de milliers dâ??IsraÃ©liens manifestent contre la rÃ©forme que le gouvernement de Netanyahou espÃ¨re faire passer de force dans lâ??espoir de â??sauver lâ??essenceâ?• de la dÃ©mocratie israÃ©lienne, ils Ã©vitent largement de se confronter au problÃ¨me fondamental, qui est que lâ??essence du systÃ¨me israÃ©lien est de mettre le colonialisme de peuplement au-dessus de tout principe libÃ©ral tel que la dÃ©mocratie, lâ??Ã©galitÃ© ou les droits humains. Mais câ??est prÃ©cisÃ©ment parce que ces gens ne sont pas les victimes du colonialisme de peuplement israÃ©lien, ils en sont les bÃ©nÃ©ficiaires. Comme Ahmad Tibi, un Palestinien citoyen dâ??IsraÃ«l qui a Ã©tÃ© membre de la Knesset, lâ??a expliquÃ©, lâ??Ã©tat dâ??IsraÃ«l est en effet dÃ©mocratique : il est dÃ©mocratique envers les Juifs, et les Juifs envers les Arabes.

Une opposition, mais contre quoi exactement ?

Lâ??opposition politique actuelle Ã Netanyahou est un groupe hÃ©tÃ©rogÃ¨ne de personnalitÃ©s politiques israÃ©liennes, largement dÃ©nuÃ©es de cohÃ©rence idÃ©ologique et dâ??abord liÃ©es

par le dÃ©sir (et leur Ã©chec rÃ©pÃ©tÃ©) de dÃ©loger Netanyahou du pouvoir. Ce groupe disparate dâ??hommes politiques qui pilotent lâ??opposition aux rÃ©formes judiciaires quâ??ils espÃ¨rent mener vers une crise sans prÃ©cÃ©dent posent de sÃ©rieuses questions. Sâ??oppose-t-ils au systÃ¨me colonial que ces rÃ©formes renforceraient, ou souhaite-t-ils simplement un retour Ã ce systÃ¨me colonial, mais sans Netanyahou Ã sa tÃªte ?

Jusquâ??ici, tout indique quâ??ils prÃ©fÃ¨rent la deuxiÃ¨me solution. Pas simplement parce quâ??ils pensent que cela est politiquement opportun, mais aussi parce que, idÃ©ologiquement, eux aussi sont fidÃ¨les au systÃ¨me de privilÃ¨ges juifs. Mais câ??est prÃ©cisÃ©ment cet engagement envers ces privilÃ¨ges qui les empÃªchent de construire de rÃ©els partenariats avec les Palestiniens citoyens dâ??IsraÃ«l qui pourraient fournir le soutien critique nÃ©cessaire pour faire souffler un vent politique contraire. Pour tous les Palestiniens, y compris ceux ayant la citoyennetÃ© israÃ©lienne, il nâ??y a pas urgence Ã â??sauverâ?• le dÃ©mocratie israÃ©lienne. Principalement, parce que pour eux, elle nâ??a jamais existÃ©. Un systÃ¨me politique qui est construit pour Ãªtre dÃ©mocratique envers certains mais pas envers tous nâ??est pas une dÃ©mocratie. Mais aussi parce quâ??Ã quoi bon sauver un systÃ¨me qui vous lÃ¨se ?

Yousef Munayyer est un Palestinien-AmÃ©ricain universitaire basÃ© Ã Washington D.C.

Trad. LG pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : +972mag

date crÃ©Ã©e
2023/02/28